Une exploitation durable des produits forestiers par les citadins d'Afrique centrale : une gageure ?

Théodore Trefon*

L'avenir des forêts tropicales et des peuples forestiers se joue paradoxalement en ville[1]. Les populations citadines, à la démographie galopante, emploient la forêt et ses produits d'une manière peu harmonieuse avec une exploitation durable. Leur perception de l'espace forestier et de ses ressources contribue en partie à cette exploitation. Ceci est vrai aussi bien pour les couches populaires que pour les élites. Le déboisement périurbain et la disparition des espèces sont directement liés à la précarité économique dans les villes en Afrique. Cette situation risque de s'accentuer et donc d'avoir un impact négatif sur les relations entre les peuples forestiers et leur environnement, autrefois caractérisés par une symbiose relative. Les répercussions socio-économiques ainsi qu'environnementales qui en découlent peuvent être dramatiques.

Une réflexion sur l'interface ville-forêt a commencé suite à une interrogation apparemment simple : la forêt est-elle dans la ville ou la ville dans la forêt ? Cette question s'est révélée néanmoins une véritable énigme. Le volet ville-forêt du projet APFT a donc comme objectif de mieux comprendre comment des populations urbaines contribuent aux dégradations environnementales, surtout en zone périurbaine, et comment elles peuvent aider à ralentir le processus.

---

*APFT/Centre d'anthropologie culturelle, Université Libre de Bruxelles 44 avenue Jeanne, 1050 Bruxelles

[1]Cette recherche est poursuivie dans le cadre du projet européen « Avenir des Peuples des Forêts Tropicales ». Des versions préliminaires de ce papier ont été présentées à la African Studies Association, Annual Meeting, novembre 1995, Floride (Etats-Unis) et à l'Université de Kent à Canterbury (Angleterre), février 1996.

L'importance de cette interface découle d'une série de priorités internationales dont les plus évidentes sont le développement économique et social, la protection de l'environnement, la maintenance de la biodiversité et une tentative de gestion de la crise urbaine liée à la croissance démographique. Bien que de nombreuses recherches de pointe aient été menées pour chacun de ces thèmes - et beaucoup ont combiné deux d'entre eux -, aucune tentative n'a été faite jusqu'à maintenant de juxtaposer les trois en un paradigme théorique unique. Afin d'y contribuer, nous allons aborder la question suivante : les besoins d'approvisionnement des citadins en produits forestiers sont-ils compatibles avec une exploitation durable ? Deux éléments qui nous amènent vers une réponse sont d'abord le processus de l'urbanisation et la complexité du changement démographique qui en résulte et ensuite les motivations de la consommation urbaine des ressources forestières. L'analyse qui suit est basée sur une revue bibliographique et une description de nos résultats préliminaires.

La croissance urbaine

L'expansion des villes d'Afrique subsaharienne due à l'exode rural, l'explosion démographique naturelle alarmante et la sévérité des conditions matérielles et politiques ne laissent que peu d'espoir aux urbanistes d'en renverser le cours (Stren et al., 1993). Bien que le phénomène d'urbanisation soit relativement récent, une très large partie de la population du continent vit aujourd'hui en ville. Les données fiables manquent mais on estime que plus de 50 % des Camerounais, Congolais et Zaïrois vivent en ville. Selon le dernier recensement, 73 % des Gabonais sont des urbains (République Gabonaise, 1993, p. 7). En Guinée équatoriale, plus de 60 % de la population se trouvent à Malabo (Sayer, et al. 1992, p. 161). En 1990 il y avait 18 villes en Afrique subsaharienne avec plus d'un million d'habitants : selon les prévisions, il y en aura 70 en 2020 (Venard, 1995, p. viii).

Une ville, selon les définitions de différentes organisations nationales et internationales, est une agglomération avec une population minimum de 5.000 à 20.000 habitants. Les critères purement numériques ne sont cependant pas d'une importance prédominante ici car la pression culturelle sur des ressources forestières, par exemple, peut être aussi forte que la pression matérielle. Ainsi, certains produits forestiers peuvent être autant menacés par une ville comme Libreville avec ses 500.000 habitants que par une mégalopole comme Kinshasa avec 5.000.000. D'autres critères s'ajoutent à celui-ci pour définir la nature urbaine d'un peuplement humain, comme par exemple l'existence d'une activité économique spécialisée à plein temps, la structure de l'habitat, l'organisation de l'infrastructure, ou la

durabilité de l'agglomération (Bairoch, 1996, p. 21-22). Le concept de « ville » dans notre analyse est plus fonctionnel que quantitatif ou matériel et il trouve son sens dans une définition articulée par Marcel Wertheimer pour les villes africaines. Pour lui, une ville secondaire est « une agglomération dont les habitants exercent de façon permanente les fonctions diversifiées de l'administration, du commerce, de l'industrie et/ou de l'artisanat, des services publics et privés, de l'agriculture, mais où la fonction agricole n'est pas dominante. Une ville primatiale est celle où toutes les fonctions.sont présentes et auxquelles s'ajoutent la fonction gouvernementale et la fonction de relation privilégiée avec l'étranger » (Wertheimer, 1985, p. 138). Pour des citadins en général, l'intégration dans la vie urbaine est marquée par une transition de l'économie d'autosubsistance vers une économie de service ou de marché.

La plupart des villes importantes d'Afrique subsaharienne d'aujourd'hui furent fondées à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle afin de servir l'entreprise coloniale triple : administration, commerce, prosélytisme. Néanmoins, «...les villes avaient existé un peu partout en Afrique depuis très longtemps...» (Coquery-Vidrovitch, 1993, p. 33-37). Les facteurs économiques, agricoles et politiques ont influencé directement le phénomène d'urbanisation. Pour la partie ouest d'Afrique centrale, les origines urbaines sont liées à un contexte écologique favorable, le développement du commerce à longue distance, la production de quelques biens de consommation ainsi que l'émergence d'une société complexe et très centralisée (de Maret, sous presse).

Les puissances coloniales ont contrôlé l'organisation spatiale des villes selon une ségrégation stricte entre Européens et Africains. Elles ont aussi veillé sur la taille de la population urbaine afin de satisfaire leurs besoins de main-d'œuvre et de garantir une stabilité politique. Dès l'indépendance, cependant, les villages se vidaient des jeunes qui allaient tenter leur chance en ville. Certains cherchaient des emplois, des services de santé, des écoles ou les divertissements, tandis que d'autres voulaient s'échapper d'une vie rurale caractérisée par un travail physique éprouvant, le sentiment d'ennui et des codes sociaux souvent astreignants. La peur de la sorcellerie, considérée comme omniprésente dans les villages, a aussi été avancée comme une raison de cette migration (Rowlands et Warnier, 1988, p. 121). Les migrants étant en général jeunes, leur taux de fertilité élevé, la natalité urbaine est plus importante que dans les zones rurales. Ces facteurs combinés font de ces enclaves de modernité relative des *melting pots* de groupes ethniques très hétérogènes qui continuent à croître. Un peu partout en Afrique centrale, la gabegie est généralisée et les populations urbaines sont extrêmement pauvres : ils vivent dans une précarité dramatique caractérisée par la malnutrition, toutes sortes de maladies

endémiques, une criminalité croissante, des problèmes psychologiques, etc. Encore pire, la pauvreté urbaine est un phénomène cumulatif (Iliffe, 1987, p. 164-192).

Au fur et à mesure que ces populations se rendent compte combien il est difficile de trouver un logement, la nourriture, un travail et les autres services qu'elles associent à « la vie urbaine », la tendance à retourner au village pourrait se développer davantage : jusqu'à présent il n'y a que relativement peu de mouvement dans cette direction. Par contre, le phénomène de « l'africanisation de la ville africaine » est très visible (Stren, 1995) : la ville commence à ressembler de plus en plus au village à cause d'une nouvelle organisation de l'espace due à des changements d'attitudes et des comportements influencés par les exigences socio-économiques.

Malthus et au delà

Est-ce que l'augmentation de la population urbaine constitue réellement une menace environnementale ou un danger d'épuisement des ressources forestières? Jusqu'à il y a peu de temps, les observateurs des tendances démographiques africaines ont effectivement perçu le problème de la croissance urbaine selon l'interprétation malthusienne : le rapport entre l'augmentation de la population et la pression sur des ressources naturelles étant directe. Cette analyse existe déjà dans un cadre historique :

«la Rome Antique [une des premières villes à compter plus d'un million d'habitants] est un exemple frappant de l'effet parasite de la vie urbaine. Pour nourrir sa population, de vastes régions fertiles d'Espagne et d'Afrique du Nord ont été surexploitées et se sont finalement désertifiées. Les forêts des régions méditerranéennes ont été déboisées et le phénomène a été irréversible » (Oestereich, 1992, p. 58-59).

Des échos d'une telle interprétation sont encore fréquents et énoncés par exemple, par la Banque Mondiale : « en Afrique subsaharienne, l'agriculture itinérante sur brûlis - face à une croissance démographique - est en train de provoquer un cycle pervers de dégradation du sol et de productivité réduite » (Serageldin, 1994, p. 1, notre traduction). De même, pour le Biodiversity Support Program : « les produits forestiers subissent toutes sortes de pressions mais l'augmentation de la population est peut-être la plus importante. Étant donné les faiblesses infrastructurelles dans bien des secteurs de la vie en Afrique centrale, l'augmentation de la population peut élargir l'écart entre une production durable et l'épuisement des ressources » (Biodiversity Support Program, 1993, p. 21, notre traduction).

Il est temps cependant de réexaminer cette interprétation et plusieurs auteurs ont commencé à le faire. À propos de Rome encore une fois, un doute sur sa validité se manifeste déjà : «...les périodes de déforestation les plus rapides dans le passé ne résultent pas nécessairement d'une croissance rapide de la population...» (von Droste et Schreckenberg, 1991, p. 372, notre traduction). Par ailleurs, K. S. Amanor, à propos de l'espace forestier ghanéen, « met l'accent sur le potentiel humain de transformation de la nature et sur la capacité des gens à inventer des systèmes de production matérielle qui surmontent des obstacles économiques contemporains et les problèmes de l'environnement qui sont symptomatiques d'un malaise économique....les contraintes économiques et environnementales majeures émanent du système capitaliste mondial et de la structure économique du marché mondial des denrées » (Amanor, 1994, p. 5, notre traduction). Le problème de surexploitation et l'épuisement des ressources ne résulte alors pas des facteurs de population ou de « la capacité de charge » (*land carrying capacity*). T. K. Rudel propose un argument similaire : pour lui, « la déforestation rapide coïncide avec l'incorporation des régions de forêts denses humides dans une économie mondiale en expansion » (Rudel, 1989, cité par Lambin, 1994, p. 3, notre traduction).

Dans une veine un peu différente, Eric Lambin a observé que « plusieurs auteurs ont remarqué une corrélation étroite entre la croissance démographique et la déforestation...Néanmoins, ce rapport n'est pas nécessairement direct... Contrairement à la perception populaire, le lien entre la pression démographique et la dégradation écologique est complexe et indirect : de nombreux variables et processus conjugués sont concernés. Comme n'importe quelle interprétation de la dégradation écologique de style 'hypothèse unique', un point de vue simpliste qui établit un rapport causal direct entre la croissance démographique et la dégradation écologique devrait être examiné avec beaucoup de prudence » (Lambin, 1994, p. 61, notre traduction).

Pour la Fondation du développement africain de l'USAID, les expériences des dix dernières années nous montrent d'une manière claire que, comme les systèmes humains, les systèmes écologiques peuvent s'adapter aux stress. (USAID, 1988-1992, p. 66.) Ceci est aussi le sujet d'un ouvrage intéressant dirigé par Tony Binns sur les populations et l'environnement en Afrique (Binns, 1995). Une étude des techniques agricoles dans la région de Machakos au Kenya par exemple, a révélé comment la croissance démographique peut avoir une influence positive - et non pas négative - sur la conservation de la nature et la productivité (Mortimer et Tiffen, 1995, p. 70).

Dans une analyse sur la gestion de bois de chauffe, Robin Mearns met en évidence le fait qu'il est peu réaliste d'imaginer que la consommation suit la croissance démographique car au fur et à mesure que le bois devient rare, que la collecte devient plus difficile, ou que les prix augmentent, les gens adaptent leurs comportements. Ils plantent des arbres, emploient le bois d'une manière plus économe, adoptent des sources d'énergie plus facilement disponibles, comme les déchets agricoles et ils essaient de stimuler une régénération naturelle des espaces boisés (Mearns, 1995, p. 105).

En ce qui concerne les transitions savane-forêt, Fairhead et Leach ont aussi trouvé des exemples où les paysans contribuent au reboisement : ils ont constaté que « le développement des enclaves forestières est encouragé d'une manière plus ou moins délibérée par les activités quotidiennes, soit par la plantation d'arbres ou plus souvent en créant des conditions de sol ou de feu favorables au développement des espaces forestiers » (Fairhead et Leach, 1995, p. 166, notre traduction).

Pour résumer ces différentes hypothèses, nous pouvons nous référer à un important travail de Kandeh and Richards : « Contrairement aux suppositions néo-malthusiennes, l'augmentation de la population ne veut pas nécessairement dire qu'il y a moins de bio-diversité. Davantage de gens pourraient signifier une plus grande attention prêtée à l'environnement » (Kandeh et Richards, 1996, p. 103).

Bien que ces exemples ne visent pas le problème bien spécifique de la pression démographique *urbaine* sur les ressources naturelles, ils sont néanmoins intéressants car ils proposent des alternatives à l'interprétation malthusienne à une échelle plus générale. Une contribution au livre de Binns a cependant essayé d'aborder cette question qui nous préoccupe plus particulièrement. Hamish Main présente une analyse des effets de l'urbanisation sur les environnements ruraux. Pour lui, l'urbanisation a certainement des impacts négatifs sur l'environnement mais le processus a des impacts positifs aussi. Ces derniers sont, par exemple, le remplacement de la végétation naturelle par une agriculture durable ; une amélioration de la capacité productive afin de satisfaire les besoins urbains en aliments ; et le rôle positif de la mobilité entre village et ville, essentiellement par la création des revenus qui pourraient être employés dans la protection de l'environnement rural (Main, 1995, p. 47-57).

Les recherches récentes sur le secteur informel montrent aussi que la perception malthusienne apocalyptique du rapport population-ressources est quelque peu exagérée. Un regard même peu expert peut témoigner à quel point le citadin africain - poussé par la contrainte économique - a une capacité extraordinaire de rentabiliser ses maigres ressources. Son activité quotidienne de production, de service ou

d'artisanat révèle un niveau d'ingéniosité remarquable. Les matériaux sont récupérés, cannibalisés et recyclés infiniment : l'organisation spatiale est souvent bien étudiée malgré un désordre apparent. Les urbains qui n'ont ni formation, ni cousin bien placé, se voient contraints à s'adapter aux possibilités offertes par le marché. Ainsi, ils vaquent à une multitude de petits métiers de rue. Une étude sur la ville de Yaoundé en a classifié 121 qui varient entre l'acheteur de bouteilles vides au vendeur de pneus d'occasion en passant par l'écrivain public, le gardien de voitures ou le réparateur d'ustensiles de cuisine (Fodouop, 1991). L'image est identique pour n'importe quelle ville d'Afrique noire. C'est peu étonnant alors qu'on estime que 60% de la population active travaille dans le secteur informel (Stren, 1995, p. 22).

Le développement de l'agriculture urbaine est une autre facette du secteur informel qui montre comment l'occupation du sol évolue et ceci d'une manière positive. Confrontées à l'urbanisation rapide, aux politiques agricoles peu efficaces, aux réseaux de distribution d'aliments en état de délabrement et l'élimination des subsides, en plus des problèmes d'ordre macro-économique, les populations urbaines se sont mises à cultiver leurs propres aliments et à faire de l'élevage (Mougeot, 1993, p. 2). Dans de nombreuses villes africaines, la moindre parcelle, même en bordure de rue est exploitée. Cette description de Kinshasa est révélatrice :

«Vue d'avion, la capitale du Zaïre est un immense jardin. Partout, comme le long du boulevard du 30 juin - jour de l'indépendance du pays en 1960 - d'immenses arbres poussent majestueusement. Mais la verdure ici, n'est pas seulement une coquetterie. Devant les belles résidences de l'Ambassade de France, vous verrez que le manioc et le maïs ont remplacé les bougainvilliers et vous ne trouverez pas un mètre carré, en cette fin de saison de pluies, qui ne soit soigneusement sarclé au cœur même de la ville » (Lauzon, 1995, p. 7).

L'agriculture urbaine est donc devenue un phénomène de survie et, comme d'autres initiatives, a contribué à alléger la faim dans le monde. Depuis 1975 le problème de faim diminue sans cesse et il y a moins de personnes ayant faim aujourd'hui par rapport à il y a quinze ans - et ceci malgré une augmentation de plus ou moins 1.1 milliard d'êtres humains dans les pays en développement (Comité consultatif de la Conférence sur la faim et la pauvreté, 1995, p. 2). Les statistiques concernant la Côte d'Ivoire nous montrent que la croissance démographique ne mène pas nécessairement à la dépendance alimentaire : les paysans dans ce pays arrivent à dépasser leurs besoins caloriques bien que la population nationale a triplé et la population urbaine s'est multipliée par un facteur de dix depuis trente ans (Snrech, 1995, p.16).

L'urbanisation entre le développement et la conservation

Quand Pearce et Warford disent qu'une croissance durable peut être compatible avec la protection de l'environnement si les décisions économiques intègrent le facteur environnemental, ne prennent-ils pas leurs désirs pour la réalité? (Pearce and Warford, 1994, p.15.) D'un ton un peu plus réaliste, ils ajoutent que la dégradation de l'environnement est néfaste pour les économies des pays pauvres comme pour les pays riches et qu'elle rend le processus de développement particulièrement difficile et coûteux. L'urbanisation est au cœur de ce débat. En effet, il est souvent considéré que le processus d'urbanisation s'étend au détriment de l'environnement - surtout dans les tropiques (Pearce and Warford, 1994, p. 27-28). Les problèmes sont multiples et concernent la gestion des eaux, les transports, le logement et bien sûr le déboisement provoqué par les besoins de bois et la demande de terres pour l'agriculture périurbaine ou l'élevage. Des études géographiques ont évoqué ce problème pour Kinshasa (Mpasi, 1992) et Yaoundé (Frenay, 1987) et une étude de télédétection a montré l'effet d'auréole autour de Lubumbashi (Wilmet et al., 1992, p. 9-15).

Bien que l'impact environnemental de l'urbanisation soit plutôt négatif, le processus peut être lié à la croissance économique et à la mobilité sociale - si toutefois l'infrastructure peut fournir les biens et les services nécessaires aux investisseurs. Pour le moment, néanmoins, ces critères ne sont pas remplis par les villes d'Afrique centrale. Si un jour ils l'étaient, l'urbanisation pourrait créer des emplois dans les secteurs formels et informels, les industries et les services, et améliorer la capacité des agriculteurs à bénéficier des marchés urbains. L'urbanisation pourrait aussi instaurer une meilleure productivité, la création des économies d'échelle et une compétitivité positive. En se demandant si l'urbanisation est une fatalité inévitable liée au développement ou si elle en est une garantie, Lemelin et Polèse concluent que l'urbanisation est une condition nécessaire mais insuffisante au développement économique (Lemelin et Polèse, 1995, p. 14-32). Becker et al. posent une question similaire : pourquoi les centres urbains se sont-ils développés en Afrique subsaharienne? Sont-ils nécessaires au processus du développement économique ou leur expansion constitue-t-elle un frein? Leurs travaux montrent que le secteur urbain est d'une importance cruciale pour les économies africaines, même si elle est parfois exagérée par les statistiques (Becker et al., 1994, p. 25). Par ailleurs ils observent que les liens étroits entre villes et villages sont d'une importance capitale pour le succès des stratégies de développement rural (Becker et al., 1994, p. 52). Cette complémentarité du développement rural et du développement urbain a déjà été soulignée à l'époque coloniale, ainsi que l'impact positif de l'urbanisation sur le développement (Denis, 1958, p. 364-370).

L'urbanisation peut aussi avoir des implications potentiellement positives dans le domaine politique. Vers la fin de l'époque coloniale, les élites étaient des citadins. Suite à la Conférence de Brazzaville de 1944 qui a marqué le début de la décolonisation de l'Afrique francophone, on débattait en ville de l'évolution politique et de la revendication de l'indépendance. Au Congo belge, où les autorités étaient moins clairvoyantes à propos de la décolonisation que leurs homologues français, la violence urbaine s'ajoutait à la négociation : la mutinerie de février 1944 à Luluabourg et les émeutes de janvier 1959 à Léopoldville ont de fait contribué au nationalisme naissant (Young, 1968, p. 149). Aujourd'hui, les éléments de la société les plus puissants au niveau politique, tels que les membres du gouvernement ou de l'opposition, les fonctionnaires, le milieu des affaires, les journalistes (Frère, s.d.), les ouvriers qualifiés, les enseignants et les étudiants, parmi d'autres, se trouvent aussi dans les villes. La tendance positive d'accorder de plus en plus de pouvoir aux ONG, aux groupes participatifs et aux agents du secteur informel est, encore une fois, un phénomène essentiellement urbain.

Les aspects apparemment positifs de l'urbanisation pour le développement et l'incidence néfaste pour l'environnement constituent un paradoxe. Les « conservateurs » luttent pour la préservation des forêts tropicales tandis que les promoteurs du développement économique œuvrent pour celui-ci et pour la création des institutions démocratiques stables. Bien que les deux objectifs ne soient pas nécessairement incompatibles, il est difficile de les harmoniser. Une remarque à propos de la consommation d'énergie est particulièrement parlante : « On doit...souligner que l'éradication de la pauvreté dans le Tiers-Monde constitue un objectif tellement important pour la communauté mondiale dans son ensemble que toute contrainte sur l'utilisation d'énergie qui ralentirait le développement en général et l'allégement de la pauvreté en particulier serait préjudiciable pour l'ordre politique et social mondial » (Pachauri, 1995, p. 226). Un exemple venant de Kinshasa nous aide à élucider cette remarque : Bricafrica (anciennement Brickin) est la seule entreprise industrielle de briques et d'autres matériaux en terre cuite de la capitale zaïroise, employant approximativement 500 personnes. À l'époque coloniale déjà, ses vingt fours étaient chauffés au mazout, tandis qu'aujourd'hui ils sont chauffés au charbon de bois - en attendant les possibilités d'électrification. Bien que cette société privée joue un rôle non négligeable dans les domaines de la production et de l'emploi, son système de chauffage est un non-sens sur le plan environnemental. La communauté internationale devrait mieux se rendre compte de ce genre de paradoxe mais jusqu'à aujourd'hui aucun programme ou aucune institution ne s'attaque au problème de rendre l'urbanisation moins destructrice au niveau environnemental en zone tropicale, tout en respectant les objectifs du développement et le bon déroulement des activités économiques appropriées.

L'usage de la forêt par les citadins

Lorsqu'on parlait de forêt vierge auparavant, on imaginait un monde exclusivement voué aux règnes animal et végétal - un monde vierge de la présence humaine. Mais la réalité est tout autre car depuis des millénaires, des groupes humains exercent des activités de chasse, d'agriculture, de cueillette et de pêche dans ces forêts sans en compromettre l'existence. Leur style de vie est compatible avec la conservation d'un milieu qu'ils ont d'ailleurs contribué à façonner (Bahuchet et de Maret, 1994).

Ce milieu, aussi bien que ce mode de vie, est extrêmement fragile et peut être facilement bouleversé, par exemple, par la modernité, l'intégration dans un système capitaliste, les projets de développement mal adaptés à la réalité locale, ou, bien sûr, l'urbanisation. La symbiose relative entre les peuples des forêts tropicales et leur milieu n'est pas comparable dans des zones urbaines où le rapport entre la densité démographique importante et les ressources disponibles est caractérisé par un stress considérable même si on sait maintenant que les systèmes s'adaptent de mieux en mieux au stress. L'activité humaine dans ce contexte, c'est-à-dire l'organisation sociale et économique non traditionnelle et non liée à l'autosuffisance, est devenue incompatible avec la maintenance de la biodiversité. Il reste donc à déterminer théoriquement où, comment et pourquoi l'activité humaine entre en conflit avec une bonne gestion des ressources forestières : quels sont les paramètres spatiaux, quelles sont les variables ?

Par ailleurs, les décideurs d'Afrique centrale, qui sont eux-mêmes des citadins de facto, n'ont pas réellement assimilé la cause de la conservation. Les dirigeants kenyans et tanzaniens, par contre, voient clairement l'intérêt de la protection de la nature qui se traduit chez eux en des recettes écotouristiques importantes. Guppy a exprimé le problème sans indulgence : « la déforestation est liée aux motivations politiques des élites locales et leur manque de volonté de voir la réalité en face » (Guppy, 1984, cité par Lambin, 1994, p. 4, notre traduction). Ces décideurs ont signé des accords internationaux et des lois nationales qui protègent en principe les écosystèmes forestiers et la biodiversité, mais très peu d'actions concrètes sont menées afin de les faire respecter. Mobutu peut facilement comparer les aires protégées du Zaïre aux cathédrales mais ce n'est pas pour autant que son gouvernement octroie un budget de fonctionnement suffisant à l'Institut zaïrois pour la conservation de la nature. En Afrique centrale en général, les ONG, les organisations internationales et les agences de l'aide bilatérale sont seules à œuvrer dans cette direction. Cependant, il ne faudrait pas être trop critique à l'égard des leaders africains dans ce contexte, car il est effectivement très difficile d'harmoniser la

conservation, qui est une vaste et longue entreprise avec les exigences politiques et économiques d'ordre local et quotidien. En effet, « il est très difficile de convaincre les gouvernements qui sont assaillis par des problèmes immédiats d'agir sur les problèmes futurs dont la gravité ne peut pas être établie d'une manière certaine » (Atkinson, 1994, p. 100, notre traduction). Dans un registre politique, on pourrait se demander pourquoi on trouve une intensité de terribles dictatures dans la forêt dense humide d'Afrique centrale.

Le bois de chauffe, le charbon de bois, le bois d'œuvre ainsi que le gibier sont les exemples les plus évidents des produits forestiers consommés par les citadins et les plus néfastes pour l'équilibre de l'écosystème. Mais il y a bien d'autres produits qui se vendent sur les marchés régulièrement : les plantes médicinales, les insectes, les fruits, les dérivés des palmiers (vin, alcool, l'huile), les feuilles, les champignons, les écorces et les racines, le miel, les parties non comestibles des animaux et les reptiles, etc. etc.

La consommation urbaine de ces produits peut s'expliquer par trois raisons principales qui se chevauchent. L'explication dominante, étant donné la pauvreté généralisée en Afrique, est de l'ordre *socio-économique* à double face. D'un côté, il y a la demande de la part des masses urbaines pauvres qui n'ont pas d'autres possibilités de subvenir à leurs besoins vitaux. Pour eux la forêt est « une entité inanimée et profane qui peut être pillée afin de satisfaire les exigences économiques les plus élémentaires » (de Garine et al., 1993, p. 530, notre traduction). De l'autre côté, elle est une vaste zone économique à exploiter par des entrepreneurs de toute taille. La chaîne d'échanges entre « producteur » (chasseur, coupeur ou cueilleur), ceux qui traitent, travaillent ou transforment ces produits, les transporteurs (par force musculaire ou par des moyens plus modernes), les vendeurs en gros, demi-gros et au détail, et enfin le consommateur final (sans oublier le militaire, le policier ou l'officiel corrompu) est une longue pourvoyeuse de revenus. Les bénéfices peuvent être soit très élevés à l'échelle de l'économie locale, soit extrêmement faibles.

Lorsque ces différents acteurs économiques ont un accès aux instruments d'une modernité relative comme les fusils, les tronçonneuses, les camions ou camionnettes, l'exploitation traditionnelle est bouleversée, provoquant une dégradation environnementale exacerbée. Dans le contexte de crise économique généralisée, les fonctionnaires, dont les modestes salaires sont payés (au mieux) avec des mois de retard, ou les anciens étudiants qui ne trouvent pas d'emplois dans le secteur formel et ne veulent pas rentrer au village, se tournent de plus en plus vers la commercialisation de gibier. C'est une activité qui peut rapporter vite, bien et sans investissement préalable (Dethier, 1995, p. 78-81).

La deuxième raison est d'ordre *socio-politique* et due à la faiblesse des systèmes étatiques. L'incapacité (ou le manque de volonté) des États de fournir les biens et les services de base a poussé les populations urbaines à adopter des stratégies de survie alternatives qui se traduisent très souvent en une dépendance des ressources forestières. Ces stratégies en général ne respectent pas les objectifs d'un développement durable et sont souvent dévastatrices. Par ailleurs, au fur et à mesure que l'État s'affaiblit, le besoin de ces produits s'intensifie. Dans le contexte socio-politique actuel, l'État n'est pas à même de s'investir dans la modernisation du secteur énergétique, l'agriculture intensive ou l'élevage, l'amélioration des réseaux routiers, etc. En même temps, la diminution de l'aide internationale influence (et est influencée par) cette situation de crise socio-politique.

Bien que le lien entre le niveau de développement et la dépendance des produits forestiers semble assez clair (la dépendance a tendance à diminuer au fur et à mesure que les sociétés se modernisent), le débat théorique n'est pas fermé. Un bon réseau routier, par exemple, peut alléger le problème de déboisement périurbain car la nourriture ou le bois peuvent être acheminés de plus en plus loin dans l'arrière pays mais ce même réseau facilite le transport du gibier braconné des zones forestières lointaines vers les marchés urbains.

Une dernière explication qui ressort de cette analyse est qu'un meilleur niveau de développement peut entraîner, mais n'implique pas nécessairement, une diminution de *l'attachement culturel* des citadins pour la forêt et tout ce dont elle regorge. En effet, la forêt est omniprésente dans la culture de l'Afrique centrale et se manifeste d'une manière linguistique, historique, artistique, religieuse, médicale et politique (Falconer, 1990, p. 39). D'un point de vue spatial, la forêt est le lieu où le visible et l'invisible sont en harmonie, où les êtres vivants, les ancêtres et les esprits communiquent entre eux. Les citadins continuent à y retourner pour les cérémonies sacrées, l'initiation, le mariage ou les rencontres avec les guérisseurs. D'un point de vue matériel on s'y procure des substances rituelles et religieuses, une vaste pharmacopée, des mets traditionnels et les symboles d'un statut social. Cet attachement culturel, et donc le besoin de préserver la forêt, pourrait être un argument utile dans le discours de politique de conservation mais n'a pas été exploité d'une manière efficace dans les villes jusqu'ici. Inversement l'attachement culturel pour certains produits, le gibier notamment, est un élément qui rend la protection de la faune extrêmement difficile. Il serait intéressant, par ailleurs, d'approfondir une analyse du comportement des consommateurs urbains à ce propos : comment se juxtapose le déterminisme économique prédominant aux facteurs culturels ou traditionnels dans le choix entre les différentes espèces de viande de brousse et la viande dite de boucherie (voir par exemple, Ioveva-Baillon, s.d.).

Quel avenir des citadins, quel usage de la forêt ?

Dégager des solutions isolées aux problèmes de l'urbanisation, du développement ou de la protection de l'environnement est déjà un défi colossal : harmoniser des solutions encore virtuelles paraît alors insurmontable. Dès lors, les ressources forestières seront exploitées par les citadins, parfois brutalement, parfois d'une manière plus tempérée, aussi longtemps qu'ils seront pauvres, que l'infrastructure ne répondra pas à leurs besoins les plus élémentaires ou aussi longtemps que le message de la conservation ne sera pas entendu et assimilé par des chefs d'États. Beaucoup d'éléments de cette riche biodiversité d'Afrique centrale disparaîtront sans doute entre temps. L'analyse s'est donc basée essentiellement sur une interprétation qui favorise le déterminisme économique, bien que les aspects socioculturels aient aussi clairement leur place.

Si les citadins ont aujourd'hui un impact négatif sur la vie des forêts qui s'éloignent de plus en plus des villes, il n'est cependant pas impossible que ces mêmes citadins puissent demain participer activement au ralentissement du processus. Pour le faire, il faudrait mieux les écouter et rester attentif à leurs problèmes et à leurs désirs. Il nous faudrait aussi une compréhension comparative, approfondie et détaillée de l'usage de la forêt par les urbains ainsi que de la perception qu'ils ont de ce milieu dont beaucoup parmi eux sont originaires. Cette meilleure compréhension pourrait contribuer à l'harmonisation des priorités socio-économiques du développement avec les objectifs d'une gestion de l'environnement localement appropriée.

BIBLIOGRAPHIE

AMANOR K. S., 1994, *The New Frontier : Farmers' Responses to Land Degradation : A West African Study,* UNRISD, Geneva.

ATKINSON A., 1994, "The Contribution of Cities to Sustainability" in *Third World Planning Review*, vol. 16, n° 2, May, Liverpool.

BAHUCHET S. et de MARET P., (eds.), 1994, *Situation des Populations Indigènes des forêts denses humides*, Commission Européenne, Luxembourg.

BAIROCH P., 1996, « Cinq millénaires de croissance urbaine » in Sachs (Ignacy), (sous la direction de), *Quelles villes, pour quel développement ?*, PUF, Paris.

BECKER C.M., HAMER A.M. et MORRISON A.R., 1994, *Beyond Urban Bias in Africa : Urbanisation in an Era of Structural Adjustment*, Portsmouth, NH, London.

BINNS T., (ed.), 1995, *People and the Environment in Africa*, Wiley, Chichester.

Biodiversity Support Program, 1993, *Central Africa : Global Climate Change and Development :* Technical Report, Maryland.

Comité consultatif, 1995, Conférence sur la faim et la pauvreté, An Overview, Bruxelles, novembre 1995, Fonds International de Développement Agricole.

COQUERY-VIDROVITCH C., 1993, *Histoire des Villes d'Afrique Noire : Des Origines à la Colonisation,* Paris.

DE GARINE I. et al., 1993, « Cultural Factors in Food Choices - Background » in Hladik (C. M.), et al., (eds.) *Tropical Forests, People and Food : Biocultural Interactions and Applications to Development*, UNESCO, Paris.

DE MARET P., sous presse, « The Origins of African Urbanisation : The Case of Kongo » in Sinclaire (Paul), sous presse, The Development of Urbanisation in Africa.

DENIS J., 1958, *Le Phénomène Urbain en Afrique Centrale*, s.l.

DETHIER M., 1995, *Étude Chasse*, Projet ECOFAC-Composante Cameroun.

FAIRHEAD J. et LEACH M., 1995, « Local agro-ecological management and forest-savanna transitions : the case of Kissidougou, Guinea » in Binns.

FALCONER J., 1990, *The Major Significance of 'Minor' Forest Products : the local use and value of forests in the West African humid forest zone*, FAO, Rome.

FODOUOP K., 1991, *Les Petits Métiers de Rue et l'Emploi : Le Cas de Yaoundé*, Sopecam, Yaoundé.

FRENAY P., 1987, « Le Réseau Urbain Camerounais : Caractéristiques Principales, Dynamique Actuelle, Alternatives Futures » in *Revue Belge de Géographie*, fas, 3-4, Bruxelles.

FRÈRE MS., s.d., *Voyage dans la presse zaïroise*, Fédération internationale des journalistes, Bruxelles.

GUPPY N., 1984, « Tropical Deforestation : A Global View » in *Foreign Affairs*, vol. 4, n° 62, Washington.

ILIFFE J., 1987, *The African Poor : A History*, Cambridge University Press, Cambridge.

IOVEVA-BAILLON (Kornelia), s.d., « De la forêt au marche : le commerce du gibier au centre-sud Cameroun », papier inédit.

KANDEH H.B.S. et RICHARDS P., 1996, « Rural People as conservationists : querying neo-Malthusian assumptions about biodiversity in Sierra Leone » in *Africa*, vol. 66, n°1, (The Shaping of Biodiversity), Edinburgh University Press, Edinburgh.

LAMBIN E., 1994, *Modelling Deforestation Processes : A Review*, La Commission Européenne, Luxembourg.

LAUZON J., 1995, « Une ville à la campagne » in *Croissance-Le Monde en Développement*, n°386, octobre, Paris.

LEMELIN A. et POLÈSE M., 1995, « Développement économique, urbanisation et concentration urbaine : essai de synthèse » in Polèse (Mario) et Wolfe (Jeanne M.), (eds.), *L'Urbanisation des Pays en Développement*, Paris.

MAIN H., 1995, « The effects of urbanisation on rural environments in Africa » in Binns.

MEARNS R., 1995, « Institutions and natural resource management : access to and control over woodfuel in East Africa » in Binns.

MORTIMER (Michael) et TIFFEN (Mary), 1995, « Population and environment in time perspective : the Machakos story » in Binns.

MOUGEOT L., 1993, « Overview - Urban Food Self-Reliance : Significance and Prospects » in *Reports*, International Development Research Centre, vol. 21. n° 3, octobre, Ottowa.

MPASI ZM., 1992, « Quelques facteurs qui amplifient le déboisement dans l'auréole d'influence de Kinshasa », *Le Bulletin Géographique de Kinshasa (GEOKIN)*, vol III, n°1 janvier-juin, Bruxelles.

OESTEREICH J., 1992, « Les nouveaux habitants des métropoles du Sud », in *Le Courrier Afrique-Caraïbes-Pacifique - Communauté Européenne*, n° 131, jan.-fév., Bruxelles.

PACHAURI, R.K., 1995, « Énergie et développement économique » in Shea (William R.), (ed), *Les Besoins Énergétiques de l'an 2000 : Perspectives Éthiques et Environnementales*, Québec.

PEARCE D W. and WARFORD, J.J., 1994, *World Without End : Economics, Environment and Sustainable Development*, New York.

République Gabonaise, 1993, *Recensement Général de la Population et de l'Habitat, Résultats Préliminaires,* Libreville.

ROWLANDS M. et WARNIER JP., 1988, « Socery, Power and the Modern State in Cameroon », in MAN (NS), 23.

RUDEL T. K., « Population, Development and Tropical Deforestation : A Cross-National Study », *Rural Sociology*, n°54, vol. 3, 1989, cité par Lambin, 1994.

SAYER J. et al. (eds.), 1993, *The Conservation Atlas of Tropical Forests : Africa*, IUCN.

SERAGELDIN I., 1994, « Making Development Sustainable » in Serageldin (Ismail) et Steer (Andrew), (eds.), *Making Development Sustainable : From Concepts to Action*, La Banque Mondiale, Washington.

SNRECH S., 1995, *Preparing for the Future : A Vision of West Africa in the Year 2020*, Summary Report of the West Africa Long Term Perspective Study, OECD, ABD, CILSS.

STREN R. E. et al., 1993, *Villes Africaines en Crise : Gérer la croissance urbaine au sud du Sahara,* Paris, Harmattan.

STREN R. E., 1995, « The Transformation of African Cities : From Independence to the 1990s », papier présenté au African Studies Association, Réunion Annuelle, novembre 1995, Orlando, Floride.

U.S. Agency for International Development, 1988-1992, *Africa Growth Renewed, Hope Rekindled*, A Report on the Performance of the Development Fund for Africa

VENARD J. L., 1995, *Urban Planning and Environment in Sub-Saharan Africa*, La Banque Mondiale.

VON DROSTE B. et SCHRECKENBERG K., 1991, « Forêt, Culture et Société », Actes du 10e Congrès Forestier Mondiale, Paris, « La Forêt, Patrimoine de l'Avenir » in *Revue Forestière Française*, hors serie, n°3.

WERTHEIMER M., 1985, « Les Villes Secondaires en Afrique : Leur Rôle et Leurs Fonctions dans le Développement Régional », in Bricas (N.), et al., (eds.), *Nourrir les Villes en Afrique Sub-Saharienne*, Paris, Harmattan.

WILMET J., et al., 1992, Laboratoire de Télédétection et d'Analyse Régionale, Université Catholique de Louvain, *Analyse des systèmes agro-pastoraux dans des régions confrontées à la dégradation de l'environnement : Analyse multi-temporelle des systèmes agro-pastoraux*, décembre, Louvain.

YOUNG C., 1968, *Introduction à la politique congolaise*, C.R.I.S.P., Bruxelles.

Travaux de la Société d'Écologie Humaine

c/o UMR 6578 du CNRS - Adaptabilité Humaine : Biologie et Culture
Université de la Méditerranée, Faculté de Médecine
27, boulevard Jean-Moulin, 13385 Marseille cedex 5

Directeur de la Publication : Nicole Vernazza-Licht

Déjà parus :
L'homme et le lac 1995
Impact de l'homme sur les milieux naturels : Perceptions et Mesures 1996

Cet ouvrage est issu, pour l'essentiel, des travaux présentés aux VIIIe journées scientifiques de la Société d'Écologie Humaine (SEH), qui se sont tenues à Orléans en juin 1996.
Ces journées étaient organisées par :
- la Société d'Écologie Humaine
- l'équipe du DEA « Environnement, Temps, Espaces, Sociétés », Université d'Orléans
- l'UMR 6578 « Adaptabilité Humaine : Biologie et Culture », CNRS-Université de la Méditerranée, Marseille
- le laboratoire Population-Environnement, Université de Provence/Orstom, Marseille
- le laboratoire ERMES, Orstom, Orléans

Il a bénéficié du soutien financier du département Environnement, Technologies et Société de l'Université de Provence, Marseille

Dépôt légal : 4e trimestre 1998
ISBN : 2-9511840-2-6
ISSN : 1284-5590
Tous droits réservés pour tous pays
© Éditions de Bergier
476 chemin de Bergier, 06740 Châteauneuf de Grasse
bergier@webstore.fr

VILLES DU SUD

ET

ENVIRONNEMENT

Éditeurs scientifiques

Daniel Bley, Jacques Champaud, Patrick Baudot,
Bernard Brun, Hélène Pagezy, Nicole Vernazza-Licht

Travaux de la Société d'Ecologie Humaine

1997